



Journalistes afghans : il est encore temps !

Nous, journalistes en France, sommes témoins de la situation politique et démocratique délétère de l'Afghanistan.

Nous, journalistes en France, voulons être acteurs d'une véritable assistance à nos consœurs et confrères en grand danger du fait de l'instauration d'un régime dont on connaît déjà, pour l'avoir vu à l'œuvre, les menées liberticides.

« Des femmes ont été fouettées et tuées dans les zones envahies par les extrémistes, tandis que des journalistes et des défenseurs des Droits de l'Homme ont également été attaqués et tués », vient de déclarer Michèle Bachelet, Haut-commissaire aux Droits de l'Homme des Nations-Unies.

Il y a près de 13 000 journalistes, parmi lesquels près de 1 800 femmes, dans ce pays martyrisé. Si les journalistes sont les cibles privilégiées des tenants d'un ordre islamique répressif, les femmes le sont à double titre ! Toutes ont désormais interdiction de travailler. À certaines, les talibans ont pris leur passeport. Pour d'autres, ils exigent qu'elles se marient avec l'un des leurs pour prouver leur allégeance et en contrepartie de leur vie sauve.

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes rappellent au gouvernement ses engagements de rapatriement. « Malgré l'accélération des événements, la France entend faire le maximum pour continuer de mettre en protection les personnalités de la société civile afghane, défenseurs des droits, artistes et journalistes particulièrement menacés pour leur engagement », a dit le 15 août Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

« De nombreux Afghans, défenseurs des droits, artistes, journalistes, militants, sont aujourd'hui menacés en raison de leur engagement. Nous les aiderons parce que c'est l'honneur de la France d'être aux côtés de celles et ceux qui partagent nos valeurs, autant que nous pourrons le faire et en tenant compte de la nécessaire adaptation de notre dispositif. Je remercie les associations, collectifs et communes qui aideront à leur accueil », a dit le président Macron, lors de son [allocution du 16 août](#).

Toutes et tous ces journalistes doivent, via l'Ambassade de France à Kaboul, être acheminés en toute sécurité vers l'aéroport et être accueillis en France.

Le SNJ, le SNJ-CGT et la CFDT-Journalistes demandent aux médias français de faire tout leur possible pour aider nos consœurs et confrères afghans qui arriveront en France. Nous encourageons également les collectivités territoriales à faciliter leur accueil.

La Fédération internationale des journalistes (FIJ), qui regroupe 600 000 journalistes et professionnels des médias, dans 150 pays, déploie actuellement toutes ses forces pour aider les syndicats affiliés afghans et leurs membres, notamment avec la création d'un [fonds de sécurité et d'aide](#).

Il est urgent d'agir, puisque le 31 août la sécurisation de l'aéroport de Kaboul ne sera plus assurée et que le gouvernement français aurait annoncé une fin des opérations de rapatriement le 26 août !

Paris, le 25 août 2021.